



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 12/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**réservoirs X.PAUCHARD**

1, Bd X. Pauchard  
71400 Autun

Références : AM/VV/2025/L\_216  
Code AIOT : 0024700014

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement réservoirs X.PAUCHARD implanté 1, Bd X. Pauchard 71400 Autun. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et du réexamen IED de l'établissement Réservoirs X.Pauchard.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- réservoirs X.PAUCHARD
- 1, Bd X. Pauchard 71400 Autun
- Code AIOT : 0024700014

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement produit des cuves destinées à contenir des fluides sous pression. La production peut être réalisée en série (50 l à 5000 l pression jusqu'à 11 bars) ou sur mesure (les volumes et pressions peuvent alors être supérieures).

Les activités réalisées principalement sur le site sont des opérations :

- de travail des métaux : découpe, poinçonnage, pliage, cylindrage, emboutissage ;
- de traitement de surface : décapage, fluxage, galvanisation (jusqu'à une capacité de 5000 l).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En lien avec les constats fait lors de la visite d'inspection en février 2023 et évoqués lors de l'inspection de mai 2025, et les constats faits lors de la visite terrain, il convient que l'exploitant :

- soit en capacité de fournir les débits et volumes d'extinction mentionnés dans son étude de danger (930 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures) ou fasse redimensionner ses besoins en eaux d'extinction qui paraissent "disproportionnés vis-à-vis du risque" (courrier du SDIS71 du 3 octobre 2022) ;
- justifie de l'adéquation de la ressource en eau par rapport à ses besoins (présence d'une aire de pompage au niveau de la rivière Arroux et de quatre poteaux incendie à moins de 200 mètres de l'établissement) ;
- remette en état de fonctionnement la barrière permettant de former une rétention, située entre l'atelier de traitement de surface et l'atelier de galvanisation, dont le socle a été arraché.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Situation administrative des installations exploitées        | Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 3              | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 2  | Modification des installations                               | Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 5  | Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36 et 37       | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 6  | Implantation de piézomètres                                  | Arrêté Ministériel du 11/09/2023, article 10             | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 7  | Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6      | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 8  | Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 11.4.5 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 11 | Gestion des déchets - déclararion Gerep                      | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4      | Demande d'action corrective  | 9 mois                |
| 12 | Gestion des déchets - condition d'entreposage et traitement  | Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 23     | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 13 | Gestion du risque incendie                                   | Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 33     | Demande de justificatif à l'exploitant   | 4 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 3  | Réexamen IED                             | AP de Mise en Demeure du 10/04/2024, article 1                      | Sans objet        |
| 4  | Réexamen IED - périmètre IED             | Autre du 10/12/2024, article Dossier de réexamen - V2 décembre 2024 | Sans objet        |
| 9  | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 4                         | Sans objet        |
| 10 | Gestion des déchets - registre           | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2                         | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant :

- finalise son positionnement par rapport à la situation administrative des installations exploitées ;
- porte à la connaissance du préfet les modifications réalisées dans son établissement ;
- précise les mesures prises ou envisagées en lien avec les résultats des analyses de sol et des eaux souterraines réalisées qui mettent en évidence la présence de zinc et d'ammonium ;
- justifie que les trois compartiments de la cuve de rétention de l'atelier de traitement de surface sont équipés d'un déclencheur d'alarme en point bas ;
- réalise un test de l'étanchéité des différents compartiments de la rétention de l'atelier de traitement de surface ;
- établit et affiche une procédure à suivre pour le chargement et le déchargement des produits dangereux et des déchets ;
- ne procède pas au mélange de déchets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative des installations exploitées

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des installations  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Situation administrative mentionnée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2006 et à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2010</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 07 décembre 2006</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2565.2.a : autorisation - 63,4 m<sup>3</sup> (5 x 12 m<sup>3</sup> + machine à laver 2,2 m<sup>3</sup> bac de trempage Mabor + 2 x 0,6 m<sup>3</sup> bac de trempage Lanuova moderna)</li> <li>- 2567 : autorisation</li> <li>- 2564.2 : déclaration - 0,6 m<sup>3</sup> deux bacs de décapage non fermés</li> <li>- 2940.2 : déclaration - 65 kg/j</li> <li>- 2560.2 : déclaration - 254 kW</li> <li>- 2910.A.2 : déclaration - 3 85 kW</li> <li>- 2920.2 : déclaration - 82,5 kW</li> <li>- 2925 : déclaration - 11,8 kW</li> </ul> <p><u>Arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2010</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2940.2 : non-classé - 10 kg/j</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En lien avec les modifications de la nomenclature des ICPE intervenues depuis l'année 2010, les modifications déjà déclarées, il pourra être acté le classement des installations exploitées au titre des rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>rubrique 3260</b> : traitement de surfaces par des procédés chimiques et électrolytiques pour un volume maximal des cuves de 60 m<sup>3</sup> (cinq cuves de 12 m<sup>3</sup> historiquement classées au titre de la rubrique 2565-2) : régime autorisation ;</li> </ul> <p>Il convient que l'exploitant se positionne sur le classement de l'activité liée au nettoyage des pièces dans les machines à laver, historiquement classée au titre de la rubrique 2565-2 pour</p>   |

lesquelles le volume total des cuves est de 3,4 m<sup>3</sup>. Le classement de cette activité peut concerner les rubriques 2563 (créée au cours de l'année 2013), 2564 ou 2565 et doit prendre :

- en compte le potentiel futur changement de produits de nettoyage/dégraissage annoncé ;
- l'association ou non de cette activité de nettoyage dégraissage avec un traitement de surface ultérieur.

- **rubrique 2567-1** : galvanisation pour un volume maximal de la cuve de 11,3 m<sup>3</sup> : régime autorisation. En lien avec sa capacité maximale de traitement, l'activité de galvanisation réalisé sur le site n'est pas classable au titre de la rubrique 3230-c ;

-**rubrique 2564-1 alinéa b** : nettoyage/dégraissage par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organique. Pas de modification de l'installation, le volume maximal des cuves affectées à l'activité est de 600 litres : régime déclaration avec contrôle périodique ;

-**rubrique 2940**, l'installation d'application de peinture n'est plus classée au titre de la réglementation ICPE en lien avec la réduction d'activité, actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2010 ;

- **rubrique 2920** : l'installation n'est plus classée à la suite de la suppression de cette rubrique au cours de l'année 2018, l'activité n'est pas classable au titre d'une autre rubrique de la nomenclature des ICPE ;

- **rubrique 2925**, compte tenu de la capacité de charge présente dans l'établissement et de la modification de la nomenclature des ICPE, l'installation n'est plus classée au titre de la nomenclature des ICPE ;

- **rubrique 2910-A**, la puissance maximale déclarée dans l'arrêté d'autorisation du 7 décembre 2006 était de 3,085 MW. Dans son courriel du 17 mars 2023, l'exploitant annonce que la puissance thermique nominale maximale de l'installation de combustion est de 2,733 MW. Sans observation de l'exploitant, cette puissance sera reprise dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire : régime déclaration avec contrôle périodique ;

Concernant l'exploitation des autres installations autorisées dans l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2006 :

- **rubrique 2560**, par courriel du 17 mai 2023, l'exploitant a déclaré que la puissance maximum de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation de travail mécanique des métaux était de 280 kW. Cette puissance est supérieure à celle autorisée dans l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 (254 kW). Cette modification doit être portée à la connaissance du préfet. L'installation demeure sous le régime de la déclaration ;

#### Nouvelle installation classable au titre de la nomenclature des ICPE

- **rubrique 4725** présence d'oxygène sur le site. L'arrêté préfectoral du 7 décembre 2006 actait la présence d'une quantité maximale d'oxygène sur le site de 1,1 tonne d'oxygène (quantité non classable, en dessous des seuils ICPE). Par courrier du 17 mai 2023, l'exploitant a déclaré la présence sur le site de 2,21 tonnes d'oxygène. Cette quantité est supérieure au seuil déclaration de cette rubrique (2 tonnes). Cette modification doit être portée à la connaissance du préfet.

Nouvelle installation classable au titre de la nomenclature des « IOTA »

En lien avec la mise en place de piézomètres, ces équipements relèvent de la **rubrique 1.1.1.0** de la nomenclature « IOTA ». L'inspection des installations classée n'a pas connaissance de la déclaration de ces équipements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Constat 1-15052025 : demande de compléments :** l'exploitant :

- se positionnera sur le classement, au titre de la réglementation des ICPE, des activités de nettoyage dégraissage qui se produisent dans les machines à laver ;
- portera à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation :

- la modification de l'installation de travail mécanique des métaux (rubrique 2560) ;
- l'exploitation d'une nouvelle installation soumise à déclaration (rubrique 4725) ;
- déclarera la mise en place d'ouvrages souterrains destinés à la surveillance des eaux souterraines, classable sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature « IOTA ».

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Modification des installations**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des installations

**Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En-dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

**Constats :**

Le rapport de l'inspection de 23 février 2022 demandait que soit porté à la connaissance du préfet les modifications réalisées sur le site notamment à la suite de l'incendie de l'atelier de traitement de surfaces du 27 avril 2016.

Par courrier du 11 juillet 2022, l'exploitant a indiqué que la reconstruction avait été faite

strictement à l'identique de l'installation précédente à l'exception du système de chauffage, ce dernier étant vraisemblablement à l'origine de l'incendie.

Ce même courrier indique que le rapport qui sera établi par les organismes extérieurs consultés permettra de justifier de la conformité des installations en cohérence avec les réglementations applicables.

De plus, le courrier accompagnant le dossier de réexamen, transmis 6 août 2024, évoque que les évolutions techniques nécessitent une modification des arrêtés préfectoraux applicables aux installations exploitées.

**Constat 2-15052025 : non-conformité** : l'exploitant n'a pas porté la connaissance du préfet les modifications réalisées au sein de son établissement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Constat 2-15052025 : demande de compléments** : l'exploitant portera à la connaissance du préfet les modifications réalisées dans son établissement et précisera les modifications des dispositions de son arrêté préfectoral dont il sollicite la modification. Il précisera les raisons de ces demandes de modification et justifiera le bien-fondé de celles-ci.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 6 mois

### N° 3 : Réexamen IED

**Référence réglementaire** : AP de Mise en Demeure du 10/04/2024, article 1

**Thème(s)** : Autre, Remise rapport de réexamen et du rapport de base

**Prescription contrôlée :**

La société Réservoirs X. Pauchard exploitant une installation de traitement de surface et une installation de galvanisation sise 1 boulevard X Pauchard sur la commune d'Autun est mise en demeure :

- **de remettre le rapport de réexamen** prévu à l'article R. 515-71-I du code de l'environnement avant le 6 août 2024 ;
- **de remettre le rapport de base** prévues à l'article L. 515-30 du code de l'environnement avant le 6 octobre 2024.

**Constats :**

L'exploitant a transmis :

- un rapport de réexamen le 5 août 2024 ;
- un rapport de base le 7 avril 2025.

En lien avec les délais de remise du rapport de base fixé par son bureau d'étude, l'exploitant a demandé, le 24 octobre 2024, un prolongement du délai pour la remise de ce dernier au 31 mars



2025.

Les documents ayant été remis, il n'est pas proposé de suite malgré le délai dépassé pour la remise d'un rapport de base.  
La prescription de l'article 1 de la mise en demeure est considérée comme respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Réexamen IED - périmètre IED**

**Référence réglementaire :** Autre du 10/12/2024, article Dossier de réexamen - V2 décembre 2024

**Thème(s) :** Situation administrative, Périmètre IED

**Prescription contrôlée :**

La définition du périmètre IED est différente à la page 8 la version 2.0 du dossier de réexamen et la page 16 du rapport de base.

**Constats :**

En accord avec l'exploitant, il sera retenu comme périmètre IED celui défini dans la version 2.0 du dossier de réexamen. Il est composé :

- de la ligne de traitement de surface ;
- de l'atelier de galvanisation ;
- de la zone d'entreposage des déchets liés aux activités de traitement de surface et de galvanisation ;
- la zone extérieure de déchargement des produits et de pompage des déchets.

Dans la version 2.0 du dossier de réexamen, l'exploitant exclu du périmètre IED l'étuve destinée au séchage des pièces traitées entre les étapes de fluxage et de trempage dans le bain de métal en fusion. Cette étape est nécessaire dans le process global de galvanisation et permet de respecter certaines conclusions sur les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions du BREF FMP.

Pour rappel /information, le périmètre IED est composé de toutes les installations relevant des rubriques 3000 de la nomenclature des ICPE ainsi que les activités s'y rapportant directement, exploitées sur le même site, liées techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions de pollutions (article R. 515-58 du code de l'environnement).

En conséquence, l'étuve doit bien être intégrée dans le périmètre IED.

L'inspection des installations classées prend cependant bien note que compte tenu des conditions de fonctionnement de l'étuve (utilisation d'un fluide caloporteur) et des exclusion mentionnées dans les champs d'application des conclusions du BREF "FMP", les conclusions de ce dernier ne sont pas applicables au procédé de combustion de l'étuve.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Prévention de la pollution des sols est des eaux souterraines**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36 et 37   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des résultats des analyses du sol et des eaux souterraines   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 36 de l'arrêté du 30 juin 2006</u></p> <p>I. L'exploitant d'une installation où sont présentes plus de 5 tonnes de produits très toxiques ou 50 tonnes de produits toxiques réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes, à moins que le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du conseil départemental d'hygiène, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance :</p> <p>Un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.</p> <p>Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée au point 1 ci-dessus.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>II. Les dispositions ci-dessus peuvent également être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.</p> <p><u>Article 37 de l'arrêté du 30 juin 2006</u></p> <p>En cas de présomption de pollution des sols, une surveillance appropriée des sols est mise en œuvre par l'exploitant. La localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer sont fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou par un arrêté préfectoral complémentaire.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses des eaux souterraines réalisées dans le cadre de l'élaboration du rapport de base mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une forte augmentation de la concentration en zinc entre la concentration mesurée en amont des installations (Pz1 : 670 µg/l) et celle mesurée en aval (Pz2 : 36 000 µg/l).</li> <li>- une forte augmentation de la concentration en ion ammonium entre la concentration mesurée en amont des installations (240 µg/l) et celle mesurée en aval (14 000 µg/l) ;</li> <li>- un impact pour le paramètre tétrachloroéthylène qui est présent au niveau des deux prélèvements, mais nettement plus important en amont du site qu'en aval (Pz1 : 170 µg/l et Pz2 : 8,2 µg/l).</li> </ul> <p>Les prélèvements de sol réalisés dans le cadre de l'établissement du rapport de base mettent en évidence la présence de zinc dans le sol, notamment dans l'échantillon prélevé à l'entrée de l'atelier de traitement de surface où une concentration de 65 000 mg/kg de matières sèches a été</p>   |

mesurée entre 2,2 et 2,8 mètres.

Les paramètres zinc et ammonium ont été retrouvés au niveau de l'Arroux, cours d'eau situé à proximité du site, en amont et en aval du site. Les concentrations mesurées en aval du site sont :

- pour le paramètre ammonium de 60 µg/l, valeur inférieure à la référence de qualité des eaux destinées à la consommation humaine (0,1 mg/l)\* ;
- pour le paramètre zinc de 9,8 µg/l, valeur inférieure à la valeur limite des eaux douces superficielles utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine (0,5 mg/l)\*.

Pour informations, les prélèvements des eaux superficielles ont été réalisés le 18 mars 2025 donc en dehors de la période d'étiage.

\* donnée issues de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et référence de qualité de eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2 et R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

Le rapport de base préconise dans sa conclusion, dans le cadre de l'impact du zinc et de l'ammonium dans les sols, une vérification de l'étanchéité des cuves ainsi que la réalisation d'un plan de gestion de la pollution avec des sondages complémentaires afin de délimiter l'étendue de la pollution.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Constat 3-15052025 : demandes de compléments :** l'exploitant précisera si son installation de traitement de surface relève du point I de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

**Constat 4-15052025 : demandes de compléments :** l'exploitant précisera les mesures prises ou envisagées en lien avec les résultats des analyses de sol et des eaux souterraines réalisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Implantation de piézomètres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Code national BSS (banque du sous-sol)

#### **Prescription contrôlée :**

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines ou pour effectuer un prélèvement de plus de 80 m<sup>3</sup>/h, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage

par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;  
[...]

**Constats :**

Le rapport de base comporte la majorité des informations attendues. Il n'est cependant pas précisé dans le rapport le code national BSS attribué aux piézomètres.

Le rapport de base indique que deux piézomètres ont pu être installés.

Ce même rapport indique qu'un troisième forage situé en aval des installations a été réalisé au niveau de l'entrée des bureaux, mais qu'un refus s'est présenté à 7,5 m en absence d'eau. De fait, seul deux piézomètres sont opérationnels.

Le rapport de base dans sa conclusion recommande la pose d'un troisième piézomètre avec une technique de forage à l'odex afin de confirmer la localisation du sens d'écoulement et de réaliser un suivi de la nappe afin de suivre l'évolution des concentrations dans les eaux souterraines.

L'accès aux eaux souterraines est sécurisé via la présence de cadenas au niveau des couvercles des piézomètres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Constat 5-15052025 : demande de complément :** l'exploitant justifiera que les ouvrages ont bien été déclarés auprès du BRGM et qu'un code national BSS leur a été attribué.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment.

[...]

**Constats :**

En lien avec le constat fait lors de la visite d'inspection de l'année 2022, l'exploitant a mis en place des équipements pour la détection de liquide aux points bas des rétentions. Deux équipements ont été visualisés au fond de la rétention contenant les cuves de dégraissage, décapage et fluxage.

|   |
|---|
| <p>Cette rétention est compartimentée en trois zones.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier que chaque compartiment est équipé d'une détection en état de fonctionnement.</p> <p>Les rétentions sont équipées pour le pompage des écoulements en fond de rétention. Le dispositif est non automatique, le branchement d'un tuyau relié à une pompe est nécessaire.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Constat 6-15052025 : demande de compléments :</b> l'exploitant justifiera que les trois compartiments de la cuve de rétention de l'atelier de traitement de surface sont équipés d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>Comme évoqué dans les conclusions du rapport de base, il convient de réaliser un test de l'étanchéité des différents compartiments de la rétention de l'atelier de traitement de surface.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>  |

#### N° 8 : Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 11.4.5</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chargement et déchargement de produits chimiques</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 11.4.5</u><br/>L'aire de dépotage est aménagée de telle sorte que tout écoulement est intégralement confiné. Une consigne affichée en caractères très visibles au niveau de l'aire de dépotage indique l'obligation de mettre en place le bassin de rétention gonflable avant toute opération de chargement ou de déchargement.</p> <p><u>Point V de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006</u><br/>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers.</p> <p><u>Point I de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006</u><br/>Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 23 février 2022, il a été constaté (Constat 8-23022022) que les déchets industriels générés sur le site sont évacués par camion citerne. Lors des opérations de pompage, le camion est stationné dans une cour intérieure. Le sol de la cour intérieure est en terre et n'est pas étanche. Il a été observé entre la cour et le bâtiment, siège de l'entreposage des déchets, la présence d'un caniveau, qui selon l'exploitant, est directement relié au réseau des eaux pluviales, sans possibilité de créer une rétention.</p>  |

Afin d'assurer un confinement lors de l'évacuation des déchets liquides par camions citernes, l'exploitant a mis en place un muret composé de parpaing dans lequel il place une bâche plastique.

Des goulottes sont placées de part et d'autre du mur extérieur afin de diriger le liquide, susceptible de s'écouler, vers des rétentions (intérieure ou extérieure).

L'installation mise en place est « artisanale » et nécessite pour son efficacité la mise en place d'une procédure stricte avec affichage des consignes et une surveillance humaine permanente lors des opérations.

L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter de procédure établie. Aucune indication sur la procédure à suivre n'est affichée.

L'exploitant indique que l'évacuation des déchets est extrêmement rare, seul le contenu de la cuve de fluxage est évacuée environ une fois tous les dix ans. Il a cependant été constaté lors de la visite que des évacuations de déchets (acide de décapage et fluxage) avaient été réalisés en février 2025 (cf. point de contrôle n° 12) et que selon les indicateurs des niveaux de remplissage des trois cuves dédiées aux déchets (3 x 12m<sup>3</sup>), le volume de déchets liquide total présent dans les cuves serait d'une cuve et demie.

L'étude de danger prévoit la mise en place d'un bassin de rétention gonflable évoqué à l'article 11.4.5.

En lien avec les dispositions prises, il est proposé de considérer que le constat 8-23022022 est respecté, car le dispositif mis en place est en capacité d'assurer un confinement si le volume de liquide demeure limité. L'efficacité du dispositif nécessitera l'établissement d'une procédure stricte à respecter, notamment une présence humaine en permanence lors des opérations, la mise en place d'une vanne/ballon sur le réseau pluvial doit être étudié. Comme en a convenu l'exploitant, ce dispositif, dans les conditions actuelles de mise en place ne peut être considéré comme un dispositif pérenne.

**Constat 7-15052025 : non-conformité** : les opérations de chargement et de déchargement des produits dangereux ne fait pas l'objet d'une procédure dédiée. Aucun affichage n'indique les instructions à suivre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Constat 7-15052025 : demande de compléments** : l'exploitant établira une procédure dédiée au chargement et au déchargement des produits chimiques et des déchets. Il affichera cette procédure dans les lieux où sont réalisées ces opérations.

Il convient que l'exploitant étudie la mise en place d'une structure pérenne dans le temps permettant le chargement et déchargement des produits dangereux et des déchets en toute sécurité.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets issus des activités de décapage et de galvanisation

Prescription contrôlée :

| Concentrations instantanées<br>en mg/Nm <sup>3</sup> | Atelier décapage | Galvanisation |
|--|------------------|---------------|
| COV  | 110              | 110           |
| Poussières   | 100              | 40            |
| Acidité totale                                       | 0,5              | 0,5           |
| HF, exprimé en F                                     | 5                | 5             |
| Cr total   | 1                | 1             |
| CN   | 1                | 1             |
| Alcalins exprimés en OH                              | 10               | 10            |
| NOx exprimés en NO <sub>2</sub>                      | 100 ppm          | 100 ppm       |
| Plomb  | /                | 1             |
| Zinc   | /                | 5             |
| Fluor totaux   | /                | 5             |
| NH <sub>3</sub>                                      | /                | 50            |

| FLUX g/h               | Atelier décapage | Galvanisation |
|------------------------|------------------|---------------|
| COV                    | 2 700            | 3 000         |
| Poussières             | 2 500            | 1 000         |
| Acidité totale         | 12               | 14            |
| HF (en F )             | 125              | 140           |
| Cr total               | 25               | 30            |
| CN                     | 25               | 30            |
| Alcalins OH            | 250              | 300           |
| NOx (NO <sub>2</sub> ) | 2,5              | 3             |
| Plomb                  | /                | 30            |
| Zinc                   | /                | 140           |
| Fluor totaux           | /                | 140           |
| NH <sub>3</sub>        | /                | 1 400         |

**Niveaux d'émissions associées aux meilleurs techniques disponibles des conclusions du BREF FMP**

Rejets issus de l'atelier de décapage : MTD 62

MTD 62 NEA-MTD paramètre HCl < 2-6 mg/Nm<sup>3</sup>

Rejets issus de l'atelier de galvanisation à chaud : MTD 26

MTD 26 NEA-MTD paramètre poussière < 2 - 5 mg/Nm<sup>3</sup>.



**Constats :**

Les mesures des rejets à l'atmosphère, réalisées le 12 juin 2024 par la société Socotec, n'appellent pas d'observation par rapport :

- aux paramètres contrôlés ;
- aux respects des valeurs limites en concentration et en flux.

Actuellement au niveau des rejets de l'atelier de décapage, c'est la concentration du paramètre acidité total et non HCl qui est mesurée. La captation des émissions est réalisée au bord des bains.

Lors de l'analyse du 12 juin 2024 des rejets issus de :

- l'atelier de traitement de surface (décapage), la concentration pour le paramètre acidité total était de 0,0026 mg/Nm<sup>3</sup>;
- l'atelier de galvanisation, la concentration en poussières dans les rejets était de 0,38 mg/Nm<sup>3</sup>.

Il est à noter qu'à ce jour, l'aspiration au niveau de l'atelier de galvanisation n'est pas réalisée au plus proche de la cuve de galvanisation. La concentration mesurée en 2024 ne peut pas être comparée à la NEA-MTD.

L'exploitant envisage de modifier le dispositif d'aspiration, pour installer un système d'extraction de bord, lors du prochain remplacement de cette cuve. La date n'est pas encore fixée (2026 ou 2027). Elle sera fixée lors du prochain contrôle de l'épaisseur de la cuve actuellement utilisée.

Les NEA-MTD seront opposables à l'exploitant à partir de décembre 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Gestion des déchets - registre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets

**Prescription contrôlée :**

Vérification que le registre d'évacuation des déchets de l'établissement comporte l'ensemble des informations attendues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021

**Constats :**

L'exploitant a présenté son registre des déchets de 2023, 2024 et 2025.

L'ensemble des informations attendues est présent au niveau du registre des déchets.

Il a juste été fait l'observation du manque d'astérisques au niveau de certains codes de déchets dangereux.

Le registre a été modifié en séance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 11 : Gestion des déchets - déclaration Gereg

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre et déclaration annuelle des évacuations des déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :<br>- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.<br>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :<br>- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.<br>Cette déclaration comprend :<br>- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;<br>- la quantité par nature du déchet ;<br>- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;<br>- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. |
| <b>Constats :</b><br><br>Depuis l'année 2020, la société Réservoirs X.Pauchard n'a pas transmis de déclaration sur la plateforme GERE (gestion électronique du registre des émissions polluantes). Seule une déclaration a été initiée en 2023, statut "en cours 0 %" ».<br><br>A la lecture du registre des déchets, la société Réservoirs X.Pauchard était soumise à déclaration pour l'année 2023 pour l'évacuation de 2,85 tonnes de déchets dangereux. Elle devra procéder à une déclaration pour l'année 2025 car au 15 mai 2025, 64 tonnes de déchets d'acide de décapage et de fluxage ont déjà été évacuées.<br><b>Constat 8-15052025 : non-conformité :</b> la société Réservoirs X.Pauchard n'a pas procédé à la déclaration GERE pour l'année 2023 alors qu'elle y était soumise.<br><br>Des droits pour réaliser la déclaration ont été ouverts à la responsable « QHSE division chaudronnerie »  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Constat 8-15052025 :</b> l'exploitant procédera entre le 1 <sup>er</sup> janvier 2026 et le 31 mars 2026 à sa déclaration GERE concernant l'année 2025.<br><br>La demande d'action corrective évoquée ci-dessus concerne la réalisation de la déclaration GERE quand l'exploitant y est soumis et non la déclaration 2023 qui ne peut désormais plus être complétée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |

**N° 12 : Gestion des déchets - condition d'entreposage et traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 23

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entreposages et traitements finaux

**Prescription contrôlée :**

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques. Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.

MTD 18 : valorisation de l'acide de décapage

MTD 35 : recyclage des mattes de fond, des cendres et de l'écume de zinc

MTD 15 : récupération des sels contenus dans la solution de fluxage

Article L. 541-7-2 du code de l'environnement

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

**Constats :**

Les déchets de l'activité de traitement de surface et de galvanisation sont entreposés à l'intérieur des bâtiments, sur rétention pour les produits liquides.

Selon l'exploitant, en général, seul le contenu de la cuve de fluxage est remplacé. L'acide de décapage n'est jamais remplacé, seuls des ajouts sont réalisés pour tenir compte des résultats des analyses des bains.

Exceptionnellement, en mars 2025, le contenu des cuves de décapage a été évacué avec le bain de fluxage.

Selon l'exploitant, les mattes de fond, les cendres et de l'écume de zinc sont revendus à un trader. Il n'est pas en capacité d'indiquer le devenir final de ces déchets.

Les déchets du bain de fluxage sont en général évacués par la société Triadis. L'exploitant n'est pas en capacité d'indiquer le devenir final de ses déchets.

Les évacuations de mars 2025 (acide de décapage mélangé au bain de fluxage) ont été effectuées vers la société Sira de Chasse-sur-Rhône. Le mélange des déchets a rendu le traitement difficile et ce seul débouché (traitement physico-chimique) a été trouvé.

**Constat 9-15052025 : non-conformité :** l'exploitant a procédé à un mélange de déchets dangereux avec d'autres déchets ce qui a compliqué le retraitement de celui-ci.

Les dispositions de l'article L. 541-7-2 du code de l'environnement ont été rappelées à l'exploitant.

Il est à noter que l'exploitant a présenté des bons de pesée de la société Suez Torcy, datés de janvier et février 2023, représentant l'évacuation de plus de 140 tonnes de déchets. Selon l'exploitant, ces évacuations correspondent à l'évacuation du flux de soudage entreposés dans les anciens locaux "désaffectés" qui avait été constaté lors de la visite d'inspection de février 2022 (constat-3-23022022). Il a été constaté que les locaux en question ont bien été nettoyés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant :

- ne doit pas procéder pas au mélange de déchets dangereux avec d'autres déchets ;
- se renseignera sur le devenir des déchets que ses activités génèrent et il s'assurera du respect des conclusions des MTD 15 et 35 quand elles lui seront opposables ;
- dispose des justificatifs sur le devenir final de ses déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Gestion du risque incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 33

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Article 33 - Contrôles

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

**Constats :**

Pour faire suite au constat 3-23022022 qui indiquait que l'ensemble des installations électriques des bâtiments utilisés n'était pas contrôlé, car l'exploitant considérait des zones comme « désaffectées » alors que des entreposages étaient réalisés, il a été procédé au contrôle de la dernière vérification des installations électriques de l'établissement.

Lors du dernier contrôle des installations électriques, ces zones ont été incluses dans le périmètre à contrôler.

L'exploitant a présenté :

- le compte rendu de thermographie infrarouge relatif au contrôle réalisé le 27 mars 2025 par la société Socotec. Le compte rendu ne fait pas état d'anomalie pour les éléments contrôlés ;
- le compte rendu Q18 en lien avec le contrôle du 10 juin 2024 indique qu'il a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'établissement. Il conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ;

|  |
|--|
| <p>- le rapport de la vérification des installations électriques réalisée du 10 au 12 juin 2024 qui fait état de 39 observations ;</p> <p>- le plan d'action mis en place à la suite du dernier contrôle des installations électriques pour le traitement des 39 observations. Le tableau présenté indique qu'une observation reste à traiter, le remplacement d'un interrupteur différentiel dans un tableau électrique. L'opération serait programmée selon l'exploitant qui est en attente de la livraison de la pièce à remplacer.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Constat 10-15052025 : demande de compléments :</b> l'exploitant transmettra une copie du compte rendu Q18 relatif au contrôle des installations électriques de 2025.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>   |